



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

POUR PRENDRE CONTACT :

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil

Ou par mail à : ecriture@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

CE N'EST PAS AUX FEMMES DE PAYER LEUR CRISE!

En France comme en Europe, les gouvernements enchaînent les attaques antisociales avec la mise en place des plans d'austérité.

Toutes les mesures mises en place vont toucher fortement les populations les plus précarisées notamment les femmes. En Grèce, à l'attaque contre les services publics de santé et d'éducation s'ajoutent la baisse puis le gel des salaires des fonctionnaires, la « simplification » des licenciements dans le privé, l'augmentation de la TVA qui frappe principalement les couches populaires, et une nouvelle vague de privatisation. Au Portugal, un premier plan d'austérité organisait la diminution du nombre de fonctionnaires, le gel de leurs salaires et le plafonnement de certaines prestations sociales. Un second plan vient d'être annoncé, axé sur l'augmentation de l'impôt sur le revenu et le relèvement de la TVA. En Espagne, les salaires des fonctionnaires sont également dans la ligne de mire : selon le niveau, ils seront abaissés de 5 à 15%, puis gelés les années suivantes. La revalorisation des pensions de retraite est également gelée et diverses primes (dont les 2 500 euros « d'aide à la naissance ») sont supprimées. En Roumanie, les injonctions du FMI

se traduiront par une baisse de 25% des salaires dans la fonction publique et une diminution de 15% des retraites et des allocations chômage.

Toutes les réformes qui affaiblissent les travailleurs affaiblissent les femmes dans une large majorité car sur le marché du travail elles subissent le temps partiel imposé, majoritaires dans les contrats précaires, retraitées aux pensions ridicules, surnuméraires...

Quand les gouvernements cassent au service public (en France plan hôpital 2007, suppression de 8000 postes en 5 ans dans l'éducation nationale...) au nom de la survie du capitalisme et de l'allégeance aux marchés, il touche aux besoins vitaux (santé, éducation, transport, énergie...). Et les femmes sont en première ligne en l'absence de services publics, c'est souvent sur elles qu'on compte pour assurer la dispense des soins, l'éducation... Alors, quand on baisse le taux d'encadrement en crèche pour faire des économies, que l'on supprime des postes d'enseignant et le nombre de place en maternelle ce qui retombe sur les possibilités d'accueil en maternelle... les femmes sont attaquées.



Photothèque Rouge

Réforme sur les retraites

une régression pour tout le monde, une catastrophe pour les femmes car:

- ▷ À temps complet le salaire des femmes est inférieur en moyenne de 20% à ceux des hommes
- ▷ 20 % de différence de salaire entraîne 72% de différence de retraite.
- ▷ Les femmes représentent 54% des chômeurs et 57% des chômeurs non indemnisés, 85% des salariés à temps partiel et 80% des salariés payés en dessous du smic.
- ▷ En 2004 le montant moyen des retraites des femmes de 60 ans était de 1020 € par mois, soit 62 % de celui des hommes(1636 €).
- ▷ Entre 65 et 69 ans, la retraite globale des femmes en 2008 s'élevait en moyenne à 961€ contre 1 674€ pour les hommes, et hors reversion ou /et avantages familiaux, elles ont une pension en moyenne de 650 €.
- ▷ En 2006, plus d'une femme sur deux touche le minimum contributif
- ▷ En 2007, 63% des retraités recevant le minimum retraite étaient des femmes
- ▷ 30% des femmes travaillent à temps partiel contre 5% des hommes
- ▷ La majorité des temps partiels ont une durée comprise entre 15 et 29 heures par semaine
- ▷ En 2004, seulement 41% des femmes ont suffisamment cotisé pour une retraite complète et aujourd'hui 39% des femmes ont validé une carrière complète, contre 85% des hommes.

Nos revendications

- * La requalification des emplois précaires en CDI et transformation des temps partiels en temps complets pour celles qui le souhaitent
- * Le droit à une évolution de carrière et à une formation professionnelle continue rémunérée et qualifiante sur le temps de travail
- * Une réelle reconnaissance des qualifications, des certifications et des diplômes obtenus tout au long de la vie
- * Une réelle réduction du temps de travail à 32h pour toutes et tous sans flexibilité ni intensification avec les embauches correspondantes
- * Un véritable service public de la petite enfance gratuit et de qualité
- * Un service public de prise en charge des personnes âgées ou dépendantes individuelle ou collective.
- * Une retraite par répartition à 60 ans et à taux plein et au moins égal au SMIC revendiqué (1500 euros net).
- * La suppression du système de décôte
- * Majoration du taux de cotisation pour les employeurs qui imposent le temps partiel

Photothèque Rouge



Biens communs

Le soleil, l'eau, l'air, la terre... appartiennent à tout le monde. C'est une évidence mais, malheureusement, c'est aussi une contre-vérité puisque ces ressources, nécessaires à la survie, sont surtout considérées comme un immense marché par ceux qui peuvent en tirer profit. A l'heure où la gestion de la planète par l'être humain dans le système capitaliste met en danger ces biens communs, la question devient encore plus importante. Devant la rareté (par exemple de l'eau), l'appropriation des ressources par une minorité risque en effet d'empirer.

Mais quel est le rapport avec les femmes? Prenons l'exemple de l'eau. Les femmes sont souvent responsables de l'éducation des enfants et de la survie de la famille, ce qui les place aux premières loges en ce qui concerne les ressources en eau potable. Ainsi, dans les pays du Sud, ce sont les femmes qui passent jusqu'à plusieurs heures par jour pour approvisionner la famille en eau. Les premières conséquences sont directes: les petites filles doivent parfois manquer l'école pour aller chercher l'eau de la famille. Mais cela place aussi les femmes en première ligne pour les luttes contre l'appropriation des richesses par une minorité. Ainsi, à Mexico en 2004, ce sont les femmes qui étaient en première ligne pour réclamer la réparation des dégâts faits à l'environnement naturel par les barrages, et la mise en place d'un plan intégral et durable pour leur région.

La lutte des femmes doit donc s'articuler avec la lutte pour conserver les biens communs de l'humanité.

Le travail des femmes: condition nécessaire de l'émancipation!

Aujourd'hui, les femmes travaillent massivement en France et chaque jour davantage dans les pays en développement. Les travailleuses sont nombreuses en Chine, en Inde et en Amérique latine.

Au travail salarié, il faut ajouter le travail domestique qu'elles assument partout dans le monde, que ce soit en prenant en charge la production agricole vivrière en Afrique et dans les pays les moins développés d'Amérique latine ou en assumant la plupart des tâches ménagères dans les pays développés.

En France, des politiques tendent à remettre en cause le travail salarié des femmes. En valorisant le rôle de mère en foyer, il s'agit alors de libérer des places sur le marché du travail sans pour autant faire gonfler les chiffres du chômage. Des allocations comme l'APE incitent les femmes les plus précaires et les moins payées à s'occuper elles-mêmes de leurs enfants.

Le travail des femmes est une condition nécessaire mais non suffisante à leur émancipation. Nécessaire car l'indépendance financière permet de faire ses propres choix de vie indépendamment du père et du conjoint, qui pourraient user alors d'un chantage explicite ou implicite sur les choix de vie des femmes. Insuffisant, car le seul salaire, en particulier lorsqu'il s'agit de familles monoparentales, ne permet pas de couvrir l'ensemble des besoins. Insuffisant aussi car indépendance financière ne rime pas forcément avec émancipation car



l'ensemble des contraintes sociales liées aux rôles assignés aux femmes continuent de peser sur elles. Il s'agit également de maintenir les femmes sur des postes les moins qualifiés et précaires via le développement des services à la personne.

Contre les violences faites aux femmes :

Une femme meurt tous les 2 jours et demi sous les coups. La lutte contre les violences faites aux femmes exige une réelle loi cadre sur les violences faites aux femmes qui mette en avant prévention et accueil, accompagné d'un service public d'accueil des femmes victimes de violence. Il faudrait dans tous les départements des structures d'accueil et d'écoute immédiat, des lieux d'accompagnement à moyen et long terme (hébergement, soutien psychologique...) Pour cela il faut que l'État engage des moyens significatifs, et renforce le soutien aux associations de lutte contre les violences faites aux femmes, ce qui va à l'encontre de la politique d'austérité imposée par le gouvernement.



La lutte pour le droit à l'avortement: une lutte permanente à l'échelle mondiale. Une bataille idéologique internationale:



Partout dans le Monde, le droit à l'avortement est remis en cause, en particulier par les politiques libérales et les intégristes religieux. Le pape, notamment, ne perd pas une occasion de rappeler son opposition à l'avortement. Les opposant-e-s à l'avortement organisent des manifestations plus ou moins importantes (plus d'un million de personnes lors d'une manifestation «pro-vie» dans l'Etat espagnol, en 2009), mais ne parviennent aujourd'hui généralement pas à remettre directement en cause le droit à l'avortement. Cependant elles sont à l'origine d'attaques indirectes, comme le fait de donner un statut au fœtus (en France) ou de ne pas rembourser l'IVG avec des fonds publics (chaque Etat est libre de décider sur cette question aux Etats-Unis).

Dans les pays où l'avortement est interdit, ces mouvements intégristes participent activement au maintien de son interdiction. En Europe, dans certains pays les législations sont répressives comme Malte, la Pologne et en Irlande, mais la lutte a permis de nouvelles victoires comme au Portugal, où la mobilisation a permis la légalisation de l'avortement en 2007. Partout dans le monde, les politiques

libérales touchent l'avortement par le biais des attaques contre les systèmes de santé.

En France, la casse du service public de santé remet en cause le droit à l'avortement:

Les différentes contre-réformes de l'hôpital de ces dernières années ont des conséquences néfastes sur le droit à l'avortement :

-La tarification à l'acte a permis au gouvernement de sous-évaluer l'IVG afin de le rendre non rentable. Le tarif a depuis été revalorisé mais il conserve un statut à part.

-Les restructurations ont entraîné la fermeture de nombreux centres d'IVG, parfois même pour les transférer vers des services qui vont eux-mêmes fermer! Plus de 100 centres IVG ont été fermés ces dix dernières années, et malheureusement les fermetures continuent!

Tout ceci a pour conséquence de faire exploser les délais, au risque de dépasser le délai légal pour avorter. Les femmes se voient alors contraintes d'avorter à l'étranger ou de se rabattre sur l'IVG médicale, pourtant déconseillée après 7 semaines d'aménorrhée. Le choix des femmes de la méthode (chirurgicale et médicamenteuse) et du lieu sont donc remis en cause par la raréfaction des centres d'IVG. Mobilisons-nous pour défendre l'avortement !

Faces à toutes ces attaques notre mobilisation sera déterminante! Les fermetures de centres d'IVG rencontrent d'importantes résistances localement. Le combat doit se développer et s'amplifier, non seulement pour défendre ces centres, mais aussi pour l'ouverture de nouveaux centres de proximité, une revalorisation des forfaits IVG, l'accessibilité à toutes, avec ou sans papiers, le libre droit pour les mineures, le maintien de la gynécologie médicale... Afin d'unifier ces luttes, une manifestation nationale unitaire aura lieu le 6 novembre 2010. Soyons nombreuses et nombreux dans la rue ce jour-là! Affirmons également notre solidarité avec les luttes pour le droit à l'avortement dans le Monde entier et exigeons que le droit à l'avortement soit imposé par l'UE aux Etats membres... et gratuit!

Paix et démilitarisation:

De tout temps ce sont les femmes qui paient le plus lourd tribut dans les conflits armés de toutes sortes.

Motivées par des intérêts économiques et géopolitiques, les guerres armées s'effectuent par des violences sur les peuples conquis, la désintégration de leur système économique et politique, ce qui aboutit à peu près invariablement à l'éclatement de conflits internes pour la maîtrise du pouvoir.

Les femmes sont les premières victimes de ces guerres: viols, sévices sexuels, prostitution forcée dans les zones conquises, stérilisation forcée. Il n'est pas rare que ces violences débouchent sur des meurtres collectifs que l'on découvre après coup en exhumant d'horribles charniers. Elles sont le fait des armées étrangères conquérantes, des milices, des armées nationales et des casques bleus de l'ONU et aussi de proches du village et de la famille. Ces violences font partie intégrante de la logique de guerre: femmes bu-

tin de guerre, symbole du territoire ennemi vaincu, génocide, sociocide... Cette logique instituée en norme choque terriblement comparée avec l'effet destructeur de ces violences sur le corps des femmes, sur leur psychisme et sur leur Communauté dont elles constituent le fondement.

Actuellement en Occident, alors que tous les budgets sociaux sont touchés, les budgets militaires sont les seuls qui ne soient pas remis en cause. Les profits juteux tirés de l'industrie de l'armement vont à l'encontre d'une recherche de solution pacifique aux guerres qui touchent nombre de pays, notamment au Proche Orient, en Afghanistan, en Afrique.



* Nous refusons que les femmes continuent à être les premières victimes de l'impérialisme et du capitalisme.

* Nous refusons que nos dirigeants et les multinationales organisent le pillage des autres pays

* Nous refusons le silence complice de nombreux médias

* Nous voulons trouver des solutions pacifiques aux rapports entre les peuples;